

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): La question a été amplement débattue dans le contexte du budget et je n'ai aucune autre proposition à présenter à la Chambre pour le moment. Je crois qu'il est juste de dire que la question n'a pas été discutée en détail à la dernière réunion des ministres des Finances. Même s'il y a place à ces réunions pour des discussions de nature générale sur l'économie, la question n'a pas été analysée en profondeur. Je serais disposé, si tel est le désir des ministres provinciaux, à en discuter au cours de la réunion.

M. Broadbent: Je demande au ministre des Finances de faire lui-même cette proposition bien précise. Je désire lui poser une deuxième question. Maintenant qu'il y a encore plus de 700,000 Canadiens sans emploi, ce qui représente une augmentation en pourcentage par rapport au moins correspondant de l'an dernier, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement fédéral a, à l'heure actuelle, des programmes précis visant à augmenter le nombre d'emplois au pays, ou devons-nous nous contenter du programme annoncé plus tôt par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, qui ne sera pas mis en œuvre avant janvier 1977?

M. Macdonald (Rosedale): Comme je l'ai laissé entendre, je n'ai pas l'intention d'annoncer d'autres projets à ce moment-ci.

M. Broadbent: Je poserai ma dernière question, probablement avec des résultats tout aussi décevants. Puisque dans le Canada de l'Atlantique, c'est-à-dire dans les quatre provinces de cette région, la moyenne de chômage se situe entre un minimum de 10 p. 100 et un maximum de plus de 12 p. 100, ce qui dans un cas comme dans l'autre dépasse largement la moyenne nationale, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement présentera à la Chambre des propositions précises pour chercher à réduire le chômage chronique de la région de l'Atlantique?

M. Macdonald (Rosedale): Je viens de faire savoir au député que je n'ai aucune proposition à faire à l'heure actuelle à ce sujet.

* * *

[Français]

L'HABITATION

ON SUGGÈRE LA RELANCE DE LA CONSTRUCTION
DOMICILIAIRE POUR PALLIER LE CHÔMAGE

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre d'État chargé des Affaires urbaines.

Étant donné que The Conference Board of Canada indique qu'il y aurait augmentation très poussée du chômage cet automne, à cause de la diminution de la construction domiciliaire au Canada, et qu'actuellement nous sentons une diminution très marquée dans le domaine de la construction domiciliaire au Canada, est-ce que l'honorable ministre peut nous dire ce qu'il prétend faire pour relancer la construction ou encourager les gens à devenir propriétaire?

[Traduction]

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je suis ravi que le député ait posé la question. Je pense qu'il sera intéressé de savoir que le nombre des mises en chantier, en juin, a porté les possibilités à 275,000 par année.

Des voix: Bravo!

[M. Broadbent.]

M. Danson: Ce chiffre est légèrement supérieur à l'objectif que nous nous étions fixé et qui était de 235,000 mises en chantier et dépasse de 7,000 le chiffre du mois de mai; c'est-à-dire que nous sommes extrêmement actifs à l'heure actuelle. Ce secteur connaît une activité soutenue et les mises en chantier s'adressent à la catégorie de la population qui en a vraiment besoin et concerne des logements de prix raisonnable; nous espérons que la même activité se poursuivra pendant le reste de l'année et que l'emploi se maintiendra dans ce domaine à un niveau très élevé.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Beaudoin: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre semble très optimiste, mais il ne sait pas malheureusement ce qui arrive dans la province de Québec, parce que, selon les renseignements obtenus de cette province, la construction domiciliaire est à la baisse. Je ne sais pas si l'honorable ministre va de temps à autre faire un tour dans la province de Québec ou s'il sait ce qui s'y passe, mais c'est ainsi.

Je demande donc à l'honorable ministre s'il peut dire à la Chambre ce qu'il attend pour relancer la construction, surtout dans les provinces pauvres ou dans celles dont le développement est plus lent. Prétend-il que, dans les prochains mois, le taux d'intérêt pourra être diminué ou donnera-t-il des subventions aux nouveaux propriétaires, relativement aux intérêts, d'une façon plus marquée qu'actuellement, pour les encourager à être propriétaires de leur maison?

[Traduction]

M. Danson: Oui monsieur l'Orateur. Tout d'abord, en ce qui concerne le Québec, on compte 6,900 mises en chantier en juin alors que l'année dernière il y en avait 4,000, ce qui représente donc un accroissement. Nous avons des programmes qui prévoient des réductions d'intérêt, des subventions pour les logements à prix modiques, et des programmes qui permettent aux familles à revenus moyens d'acheter des logements de bonne qualité. Ces programmes se poursuivront, et sont complétés de programmes intensifs de remise en état des logements, dans la province de Québec, notamment dans les régions rurales.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA CRÉATION DE NOUVEAUX EMPLOIS—LE NOMBRE
ESTIMATIF SELON LE MINISTRE ET LES SECTEURS
ÉCONOMIQUES BÉNÉFICIAIRES

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur ma question s'adresse au ministre des Finances. Je remarque que la raison principale de l'amélioration du taux de chômage enregistré pour le second trimestre de l'année provient d'une réduction de la population active au cours du dernier trimestre, avec 63,000 actifs en moins, et non pas à une augmentation de l'embauche puisqu'on a perdu 72,000 emplois ce dernier trimestre. Le ministre peut-il nous dire quand il prévoit que l'économie produira des emplois à un rythme qui permette d'atteindre les résultats qu'il a prévus dans son budget, soit la création de 250,000 nouveaux emplois cette année et nous dirait-il quel secteur, à son avis, produira ces emplois?